

La solidarité est la base de notre plan de relance!

Par

Frank Moreels, Président de la Fédération européenne des travailleurs des transports

Ismail Ertug, Vice-président de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates

Lorsque COVID-19 a frappé l'Europe pour la première fois, l'Union européenne, les gouvernements nationaux et les citoyens ont tenté de comprendre et de faire face à cette urgence. Peu s'attendaient à ce que l'urgence atteigne une telle ampleur, rendant impossible de planifier avec certitude notre plan d'action. Avance rapide d'un mois, et alors que cette nouvelle réalité commence à s'installer; nous devons commencer à planifier notre reprise. Une reprise qui doit être planifiée avec la solidarité comme base. Si nous ne le faisons pas, l'UE perdra sa dernière chance de montrer aux citoyens la valeur ajoutée du projet européen.

Les travailleurs du secteur des transports sont essentiels au bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement

L'urgence COVID-19 a montré à l'Europe l'importance des travailleurs qui sont souvent oubliés. Aux côtés du personnel de santé, des travailleurs de la vente au détail, des nettoyeurs, il y a les travailleurs du transport et de la logistique qui assurent le fonctionnement de nos chaînes d'approvisionnement. Et ces millions de travailleurs, qui veillent à ce que les supermarchés soient bien approvisionnés, que les hôpitaux disposent de médicaments et de fournitures et que les citoyens reçoivent des marchandises livrées directement à leur porte, s'attendent à être traités équitablement.

L'Europe doit apporter de la prospérité aux travailleurs

Cette crise pourrait être la dernière chance pour l'UE de montrer sa valeur. Pourquoi? Parce que jusqu'à présent, les travailleurs du secteur des transports ont surtout ressenti les aspects négatifs du marché intérieur européen. Les entreprises de boîtes aux lettres, les contrats précaires, la détérioration des conditions de travail et des salaires - telle est leur réalité depuis des années. Les consommateurs en ont profité alors que leurs travailleurs souffraient. COVID-19 a exacerbé ces pratiques douteuses et a ajouté ses problèmes à la position déjà vulnérable des travailleurs : risques de santé, l'incertitude quant au maintien de l'emploi ainsi que la confusion de milliers de travailleurs du transport détachés ou très mobiles qui ne savent pas s'ils ont droit à la sécurité sociale et, le cas échéant, de quel pays elle provient.

Le transport équitable pour l'Europe

Nous devrions profiter de ce moment pour repenser l'avenir du secteur des transports en le rendant plus équitable. Comment?

Tout d'abord, si nous soutenons les entreprises de transport qui ont des difficultés à faire face à cette crise - et nous devrions le faire -, cela doit être conditionné au soutien que ces employeurs apportent aux travailleurs. Nous ne pouvons pas permettre une situation perverse où l'argent des contribuables est utilisé pour augmenter la valeur des entreprises, mais pas pour sauver l'emploi. Toute aide financière qui ne prend pas en compte cette dimension sociale, contribuera à renforcer le sentiment croissant qu'il s'agit de l'Europe des banques et des actionnaires, et non de l'Europe des citoyens. Dans d'autres pays du monde, par exemple aux États-Unis, de telles mesures ont déjà été proposées - l'UE ne doit pas rester à la traîne. Les mesures doivent inclure : l'interdiction des licenciements dus à la crise COVID-19, la prolongation des contrats de travail des agences d'intérim jusqu'à la fin de la crise, et devraient inclure la couverture des travailleurs à temps zéro par tous les programmes de maintien de l'emploi garantissant un niveau de vie convenable tout au long de cette crise. En même temps, une interdiction de versement de dividendes aux actionnaires et une interdiction de rachat d'actions par les entreprises devraient être mises en place pour les entreprises bénéficiant de ce soutien.

Nous ne laissons personne derrière!

L'UE devrait également répondre positivement aux appels en faveur de mesures fortes basées sur la solidarité, telles que les "coronabonds" : ce serait une grave erreur de laisser tomber des millions d'Européens. Ne nous contentons pas d'examiner ce qu'il en coûterait à l'UE, mais plutôt ce qu'il en coûterait de ne pas le faire! Si l'UE veut avoir son "économie qui fonctionne pour les gens", l'une des priorités actuelles de la Commission, elle doit être un champion dans sa réponse à COVID-19. Nous souhaitons nous joindre aux décideurs politiques de nombreuses familles

politiques, aux économistes, aux universitaires et aux institutions qui s'accordent tous à dire que c'est la seule mesure qui nous permettra de sortir de cette crise de manière durable.

L'urgence actuelle ne doit pas être une excuse pour bloquer la législation qui vise à améliorer la vie des travailleurs du secteur des transports: par exemple, le paquet mobilité. Ce compromis difficile à atteindre permettra à des milliers de chauffeurs de camion de voir leur famille plus souvent et contribuera à limiter la concurrence déloyale qui est à l'origine du dumping social.

Le " social " et le " durable " vont de pair

Nous avons également besoin de meilleures réglementations dans d'autres secteurs des transports. Les modèles commerciaux douteux et les contrats précaires visant à contourner le droit du travail doivent être découragés. La tarification équitable doit être adoptée tout au long de la chaîne de transport et d'approvisionnement - la situation actuelle a mis en évidence l'effet néfaste de la libéralisation et de la réduction des coûts dans le secteur sur sa stabilité. Par conséquent, la tarification équitable, qui garantit la durabilité sociale, économique et environnementale du secteur, devrait être la base de la "stratégie de mobilité intelligente et durable" que la Commission européenne prévoit de lancer prochainement. Et que risque l'Union européenne si elle ne répond pas à ces attentes pour une relance axée sur les travailleurs ? Nous avons vu que la crise financière de 2008 et les mesures d'austérité qui ont suivi, ont entraîné la montée des inégalités et, par conséquent, la progression du populisme de droite. Nous assistons déjà à des tentatives, de la part des gouvernements en Europe, de profiter de ces temps de crise pour mettre la démocratie en veilleuse. Nous pouvons encore inverser cette tendance, mais nous devons agir rapidement, et avec un plan. Car nous avons toujours besoin de l'Union européenne, une Union fondée sur la solidarité et le respect de ses citoyens et des travailleurs du secteur des transports qui, même en temps de crise, font avancer l'Europe.

Frank MOREELS

Président

La Fédération européenne des travailleurs des transports



Ismail ERTUG

Vice-président de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates



Groupe de l'alliance progressiste des
Socialistes & Démocrates
au Parlement européen